



DN n° 828 - Semaine du 14 au 20 juillet 2008

Maroc - Belgique - Europe - Divers

Editorial

Laïcité Islam et confusion

En France laïque, la chasse au soi-disant habillement islamique s'est déclarée officiellement ouverte. Alors, à la va-vite en 2004 une loi va être votée à l'unanimité qui interdira le port de signes religieux ostensatoires. A ce moment on visait particulièrement le voile. Quatre ans plus tard, sur base d'un cas particulier d'une seule femme sur plus de 2 millions de Musulmans qui vivent en France, le Conseil d'État va statuer le 27 juin 2008 par un Arrêt ([Pour lire le texte de cet Arrêt](#)) qui va confirmer une sentence de refus d'accorder la nationalité française à une marocaine qui porte la burqa (accoutrement à la mode en Afghanistan).

D'un cas particulier on fait une affaire nationale voir internationale, pour l'apposer sur le dos des Musulmanes et des Musulmans de France et, pour les accuser encore une fois d'atteinte à la liberté de conscience, du mauvais comportement en société laïque, et à l'atteinte aux fondements de la laïcité.

Pourtant, en France comme au Maghreb, il y a autant de femmes soumises que d'hommes soumis. Et il y a également autant de maris et d'épouses qui se respectent et qui s'estiment mutuellement. L'égalité entre les sexes est un problème universel et pas un problème lié uniquement à la religion islamique qui est stigmatisé systématiquement à chaque fois qu'une femme insolite ou excentrique (rigoriste, salafiste ou extravagante) ose défier la société française et choquer les aficionados de la laïcité républicaine.

L'Islam français, les Français musulmans et les Musulmans de France n'ont rien à avoir avec cette femme ni avec sa tenue vestimentaire qui vient d'un autre monde.

Personnellement, le foulard j'assume, la Djellaba je reconnais, la Kandoura je tolère, mais la Burqa je réfute, je conteste, je proteste et je m'y oppose carrément et absolument, dans le passé, aujourd'hui et dans l'avenir, en Europe ou au Maroc. Enfin, je désavoue et récuse tout amalgame et toute confusion entre Islam et la Burqa comme je proteste énergiquement contre toute confusion entre Islam et terrorisme.

[Sarie Abdeslam](#)

Bruxelles, le 20 juillet 2008

Ramadan 2008 devrait débuter le 2 septembre

**Cette année, d'après
les calculs effectués par
l'Institut de mécanique céleste et de calcul des éphémérides (IMCCE),
le mois de Ramadan devrait débuter le mardi 2 septembre 2008**

IMPORTANT

Chers internautes et fidèles lectrices et lecteurs de Dounia News,

Profitant de l'occasion, je vous souhaite de passer de bonnes et heureuses vacances d'été, pleines de joie, de bonheur et de plaisir. Comme je vous informe que, Dounia News ne paraîtra pas pendant les quatre prochaines semaines. La prochaine publication aura lieu le 17 août 2008.

Fraternellement

Sarie Abdeslam

[Top](#)

Maroc



problèmes".

Selon l'Association des travailleurs et immigrés marocains en Espagne (ATIME) des dizaines d'immigrés marocains sans papier ont été arrêtés le 27 juin dans la région de Murcie lors d'une vaste opération de la police espagnole.

Cette ONG a affirmé qu'ils avaient été rassemblés pendant plus de six heures sans eau ni nourriture dans des parcs et des places publiques de la localité de Torre Pacheco pour vérification de leurs documents de résidence.

Des dizaines de milliers d'immigrés africains, notamment des Marocains et des subsahariens, sont employés dans les exploitations agricoles en Murcie.

"En tous cas, les rapatriements (des sans papiers) sont inévitables. Il faut appliquer la loi et adresser un message aux criminels, aux trafiquants d'être humains leur signifiant qu'il faut cesser de faire passer des gens clandestinement, il y a des voies légales pour venir en Espagne", a souligné M. Rubalca, selon la traduction en français de son interprète.

Le nombre de Marocains résidant en Espagne a atteint 644.688 personnes au 1er janvier 2008, soit la plus importante communauté d'étrangers originaires d'un pays hors Union européenne (UE), selon l'Institut national espagnol de la statistique.

Par ailleurs, les deux pays ont décidé de renforcer leur coopération contre le terrorisme et le trafic de drogue. "Nous travaillons quotidiennement la main dans la main pour déjouer les attentats", a souligné le ministre espagnol.

"Les réseaux terroristes s'internationalisent et notre but est d'assurer la sécurité des citoyens et la stabilité de nos deux pays", a assuré de son côté M. Benmoussa. Quant au trafic de drogue, les deux pays ont décidé d'établir des postes de police spécialisés dans ce domaine à Algeiras (sud de l'Espagne) et Tanger (nord du Maroc) pour échanger des informations et combattre ce type de criminalité.

Interrogé sur l'éventuelle extradition d'El Nene, l'un des plus gros bonnets de la drogue au Maroc et en Espagne qui s'était échappé en décembre d'une prison marocaine avant d'être arrêté fin avril à Ceuta (enclave espagnole dans le nord marocain) sur ordre d'Interpol, le ministre espagnol a répondu: "Il y a une excellente coopération policière et judiciaire entre nos deux pays et si c'est un criminel il sera extradé".

(©AFP / 16 juillet 2008 18h06)

Source : Romandie

Nabil Derrazi : "Aucun marocain des Pays-Bas n'acceptera de renier son origine"

07.2008 | 12h37



Nabil Derrazi, directeur général de la filiale Maroc de la Holding hollandaise d'assurance Agis, est un MRE, natif de El Jadida, et qui a vécu plus de vingt ans au Pays Bas. Il lève le voile sur ce qui qualifie

vécu plus de vingt ans au Pays Bas. Il lève le voile sur ce qui qualifie de «déclaration qui n'aura aucun résultat sauf de créer des problèmes». Pour lui, «c'est du pur marketing politique !».

- Yabiladi.com: **Que pensez-vous de l'annonce faite par le ministre de la justice hollandais de ne pas reconnaître la double nationalité uniquement pour les Marocains résidents aux Pays Bas ?**

- Nabil Derrazi : C'est une situation bête et déplorable ! On ne modifie pas l'histoire sociale d'hommes et de femmes aussi simplement. Il faut être responsable, rationnel et pragmatique. En politique ou dans de tous les jours. Pour être respecté, compris et accepté, il n'y a qu'une seule solution : être disposé à respecter, comprendre et accepter autrui. Force est de reconnaître que cette offensive aveugle met en lumière l'incapacité de certains acteurs politiques à accepter une personne d'origine marocaine, telle qu'elle est. C'est-à-dire un citoyen à part entière.

Que cherche-t-il à provoquer ?

Attirer l'opinion publique nationale et internationale en stigmatisant une catégorie de la population. Ce n'est pas sa mission ni sa vocation.

- **Comment les Marocains aux Pays Bas ont vécu cette annonce ?**

- D'après des échanges que j'ai pu avoir avec les uns et les autres, c'est le calme plat. Il n'y a pas plus de tensions sociales aujourd'hui qu'hier. Les membres de la communauté Marocaine ont décidé de dépasser voire de négliger cette annonce populiste. Ils commencent à être habitués à des frondes de cette nature. Une certitude, chacun est conscient de la situation, sa dimension et ses enjeux, et, selon les témoignages recueillis, personne n'acceptera de renier son origine. De plus, l'opinion publique est très «las» des attaques gratuites envers la communauté musulmane. Le film «Fitna», un véritable navet monté en épingle, n'a pas eu l'impact souhaité par son réalisateur, Jeert Wilders et ses amis. Si les médias hollandais sont friands sur tout ce qui touche et accable la communauté musulmane, je reste réservé sur la réaction de la population.

- **Des manifestations sont-elles prévues ?**

- Pas à ma connaissance. D'une part, le profil de la communauté résidente en Hollande est très différent de celui de la France ou encore de la Belgique. Dans ces pays, plus que des protestations populaires, nous aurions assisté à des violences verbales et, malheureusement, peut-être physiques. Au pays du fromage, ce n'est pas le cas. La diaspora marocaine est moins impulsive et réactive. Ce n'est pas pour autant qu'elle est prête à accepter l'inacceptable.

- **Seule la diaspora marocaine est dans le viseur ?**

- A priori, oui. Le principe de double nationalité n'existe par pour les ressortissants du Surinam, première communauté étrangère résidente aux Pays Bas.



- A titre personnel, avez-vous vécu des actes racistes lors de votre résidence aux Pays Bas ?

- Comme beaucoup de mes compatriotes. J'ai le souvenir de l'accueil réservé dans les entreprises de travail temporaire aux ressortissants marocains comme moi. On vous prend de haut et on vous invite à vous porter candidat pour des postes de travail tels que la plonge dans les restaurants, tâcherons dans le bâtiment ou encore pour constituer un maillon d'une chaîne de production dans une unité industrielle. C'est d'ailleurs par la case de «plongeur» que j'ai fait mon entrée sur le marché du travail.

Lire aussi :

[:: Le Maroc contre les tentatives de naturalisation des Marocains des Pays Bas](#)

[:: Pays-Bas: pourquoi la nationalité marocaine pose problème ?](#)

[:: Double nationalité. Les Marocains des Pays-Bas contre-attaquent](#)

[:: Une Marocaine fait annuler le test d'intégration civique au Pays-Bas](#)

Rachid Hallaouy
Copyright Yabiladi.com

COMMUNIQUE DE PRESSE

JALIA 2008

Salon National des Marocains du Monde

A un mois de la tenue de sa première édition, prévue du 9 au 14 août 2008 à Nador, Le Salon National des Marocains du Monde, Jalia, qui sera organisé sous l'égide du ministère délégué auprès du premier ministre chargé de la communauté marocaine à l'étranger, confirme davantage sa position de grand carrefour économique des MRE dans la région de l'oriental. Il rassemblera des offres et des demandes de coopération interentreprises et des exposants, provenant aussi bien des Marocains du Monde que de 4 pays méditerranéens, répartis en 6 espaces :

Les Marocains d'Espagne refusent le retour volontaire

Publié le 15.07.2008 | 11h56

Les Marocains d'Espagne ne veulent pas quitter toute une vie pour une poignée d'euros. C'est ce que révèlent les résultats préliminaires d'un sondage d'opinion en cours en Espagne.

Etes-vous pour ou contre le retour volontaire au Maroc, et à quel prix le feriez-vous ?

C'est le thème d'un sondage d'opinion que mène actuellement l'Association des travailleurs et immigrés marocains en Espagne (Atime). Objectif : recueillir les avis des premiers concernés par le «Plan de retour volontaire définitif» que propose Zapatero à plus de 500.000 Marocains en contrepartie d'«une prime».



Une proposition qui «horrifie» les membres d'Atime et de ses partenaires, qui ont tenu une conférence de presse, vendredi dernier à Casablanca, le jour même de la visite officielle qu'effectuait José Luis Rodriguez Zapatero au Maroc, pour revenir sur la traque espagnole contre la communauté marocaine.

«Nous avons préparé un questionnaire pour savoir à quel prix les Marocains seraient prêts à tout quitter», déclare Kamal Rahmouni, président d'Atime. Silence dans la salle, l'assistance attend de connaître le chiffre. Le président d'Atime affiche un sourire avant de poursuivre : «Sur les 1.000 questionnaires remplis, pour le moment, aucun ne semble prêt à partir et, pour ce qui est du prix proposé par les questionnés, vous ne pouvez pas imaginer le nombre de zéros interminables exigés par les Marocains d'Espagne ... c'est vous dire que personne ne veut de ce retour». Une réaction attendue, et somme toute logique qui ne suscitait aucun doute chez ces militants associatifs pour qui verser une indemnité fixée à 11.000 euros en deux parties : 40% avant le départ et 60% après, question de garantir le départ effectif, n'a rien d'«humain». «Comment voulez-vous qu'une personne qui a vécu dans un pays où elle a noué des relations, scolarisé ses enfants... qui s'est tout simplement intégrée dans une société depuis des années, quitte tout cela pour une poignée d'euros ?», s'indigne Abdelhamid Bajjouki, membre d'Atime. Et de souligner, tout de même, que les Marocains d'Espagne restent libres quant à leur choix : «Nous ne sommes pas là pour contraindre les Marocains à faire un quelconque choix et nous ne sommes pas contre le fait qu'ils reviennent s'ils le veulent».

L'ONG veut rester objective dans cette affaire, confiante, cependant, que le résultat du sondage aboutira à un 99,99% de «Non au Plan de retour volontaire». Car adhérer veut dire aussi renoncer aux permis de résidence, au travail et signer un engagement de ne plus remettre les pieds en Espagne pendant au moins trois ans. «Si la bonne majorité des Marocains a eu un mal fou à décrocher ses papiers, comment est-ce qu'elle pourrait y renoncer aussi facilement maintenant », se demande Abdelhamid Bajjouki. En somme, l'Espagne, aux yeux de ces militants associatifs, commet une grosse erreur qu'elle compte légitimer par sa crise économique.

Et ce ne sont pas seulement les ONG qui dénoncent cette incitation au retour, mais aussi le ministère des Affaires étrangères et de la coopération. Le directeur des relations bilatérales, Youssef Amrani, ne laisse planer aucun doute quant à la position marocaine : «Il faut abandonner l'idée de retour comme moyen de promotion du développement et encourager la migration circulaire et la mobilité des personnes qui permettront à des Africains de se former ou de se perfectionner en Europe avant de retourner dans leur pays», a notamment déclaré le responsable marocain à Dakar, au cours de la rencontre préparatoire à la 2e conférence ministérielle euro-africaine, qui se tiendra en octobre prochain à Paris.

En attendant, dans le cercle associatif, les protestations se poursuivent contre la traque dont font l'objet les Marocains en Espagne. «Le gouvernement Zapatero veut faire peur aux Marocains, les humilier pour les inciter à partir et c'est pour cela qu'il a lancé cette opération policière du 27 juin. 900 Marocains ont été interpellés sans aucun motif... sauf leur couleur!», s'indigne ce membre de l'Atime qui a crié et crie toujours contre l'inertie de la diplomatie marocaine quant à cette opération musclée à Tore Pacheco. «Si ce n'était pas aussi grave, le gouverneur de cette

localité n'aurait pas présenté ses excuses et si nous n'avions pas dénoncé ces actes en organisant une marche à Murcie le 7 juillet, cette campagne policière aurait frappé d'autres localités, Il était prévu que ces opérations soient systématiques. Nous voulons juste que le Maroc prenne une position claire comme c'est le cas pour la Hollande», affirme Abdelhamid Bajjouki. Alors, pour faire bouger les responsables marocains, Atime a tenu, tout au long de la semaine dernière, une série de réunions avec des responsables de différents départements. Ahmed Herzenni, président du CCDH, Jamal Rhmani, ministre de l'Emploi, Mohamed Ameer, ministre chargé des MRE, deux hauts responsables au ministère de l'Intérieur, ainsi que des militants de différentes associations. «Nous leur avons décrit la situation et souligné la nécessité pour le gouvernement d'avoir une réaction officielle dénonçant ces violations commises à l'encontre des Marocains d'Espagne. Mais on nous a expliqué que ce n'était pas une tâche facile», indique le président de l'Atime sans plus de précisions. Et de souligner que ces réunions, même si elles n'ont pas abouti à la prise en compte de la revendication principale (réaction officielle) sont tout de mêmes positives, dans la mesure où elles ont permis à l'association d'informer l'ensemble des parties concernées. «Nous dresserons un rapport complet sur les événements pour le présenter au Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) et ensuite ce sera au président de ce dernier de réagir», affirme Kamal Rahmouni, également membre du CCME. La solidarité avec les Marocains d'Espagne doit être accompagnée d'un acte politique et diplomatique clair. Pour l'Atime, cela va de la légitimité même du Maroc vis-à-vis de ses résidents à l'étranger. «La visite de Zapatero au Maroc ne peut pas justifier ce silence, qui n'a que trop duré. Il ne suffit pas de souhaiter la bienvenue aux MRE, il faut surtout protéger leur dignité et cette dignité a été bafouée en Espagne et elle l'est toujours, tant qu'il n'y a pas de dénonciation officielle. Nous ne demandons pas la suspension de nos relations diplomatiques, mais juste le respect des droits de l'homme», lance ce membre de l'Atime, qui attend avec impatience les explications que devrait présenter le ministre de l'Intérieur espagnol au Parlement à l'appel du Parti populaire espagnol, cette semaine.

Appel aux partis politiques

Atime appelle les partis politiques à s'impliquer pour le respect de la dignité des Marocains d'Espagne L'association rappelle que ce n'est pas la première fois que les Marocains font l'objet d'opérations policières musclées faisant référence aux événements d'El Ejido qui ont laissé «une grosse plaie qui n'a jamais été pansée», soulignent l'Atime et ses partenaires, dont l'Association des amis et familles des victimes de l'immigration clandestine (AFVIC au siège duquel s'est tenue la conférence de presse). Atime affirme que les partis politiques ont un rôle primordial à jouer dans ce qui vient de se passer à Murcie en interpellant le gouvernement à ce sujet au cours des questions orales à la Chambre des représentants, par exemple.

La balle est dans le camp des partis politiques, à présent. L'Atime se dit prête à toute suggestion : «Nous pouvons revenir à chaque fois qu'on nous le demande», déclare son président.

Leïla Hallaoui

Source: Le Soir Echos



[Top](#)

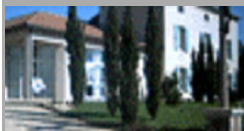


Ce travail a été réalisé avant le 22 juillet, date d'entrée en vigueur de l'ensemble des autorisations délivrées dans le cadre du plan de fréquences, sans créer de bouleversements d'agenda ou de nouvelles instabilités dans le paysage radiophonique.

<http://www.csa.be/breves/show/256>

[Top](#)

Europe





France), à l'initiative de l'Association luchaptaise pour le patrimoine et les arts (ALPA).

Intitulée ""Balade marocaine"", cette manifestation comprend notamment des conférences sur ""Les fêtes traditionnelles au Maroc"" (Ilham Ibrahim), ""Architectures du Sud marocain"" (Salima Naji), ""L'eau dans l'Islam et dans la tradition arabo-musulmane"" (Jamaledidine Dafir) et ""Le soufisme, arbre de connaissance et d'amour"" (Jaâfar Kansoussi).

Le programme comporte également la projection du documentaire ""Chants et danses du Maroc"" d'Izza Genini, un spectacle de contes (Halima Hamdane) et un concert de musique traditionnelle marocaine.

Des ateliers d'initiation à la calligraphie arabe, à la cuisine marocaine et à la pose du henné figurent aussi au menu de cette manifestation.

Publié le: 07/07/2008 à 09:54:42 GMTSource : MAP

Une "caravane euro-maghrébine de la jeunesse pour l'amitié, le co-développement et l'unité"

L'Union des jeunes euro-maghrébins organise une "caravane euro-maghrébine de la jeunesse pour l'amitié, le co-développement et l'unité" du 17 au 30 août 2008, selon un itinéraire passant par Paris, Bruxelles, Strasbourg, Gênes, Madrid et Oujda. L'événement bénéficie en particulier du soutien du programme "Jeunesse en action" de l'Union européenne et de l'Agence de développement de l'Oriental au Maroc. Les organisateurs veulent par "un message de paix, de dialogue, d'amitié et de coopération" sensibiliser la jeunesse aux évolutions mondiales et "contribuer par le dialogue à l'engagement dans des chantiers de co-développement" [suite...](#)

<http://www.ujem.org/>

Sans-papiers : plus de 700 régularisations en deux mois



Mi-juin, la CGT avait fait état de quatre cents régularisations de travailleurs sans papiers en Ile-de-France, sur les quatorze cents dossiers parrainés. Où en est-on aujourd'hui, trois mois après le début du mouvement de grève ?

Aujourd'hui, le bilan est de sept cent quarante-trois régularisations sur un total d'environ quinze cents dossiers déposés. C'est un chiffre important, et le rythme s'est très fortement accéléré ces deux derniers mois, puisqu'il n'y avait eu qu'une soixantaine de régularisations avant le 20 mai.

Francine Blanche, secrétaire confédérale de la CGT

Lire la suite : <http://sanspapierseurope.blogspot.com/>

Les mariages entre Français et étrangers de plus en plus contrôlés



Factures de téléphone, mails, photos..., elle a "tout livré" de sa vie. Mais ni la commission de recours contre les refus de visa, ni le Conseil d'Etat, qu'elle a saisi en référé, n'ont rien voulu entendre. Mariés depuis janvier, Marie et

Yassir, 25 et 24 ans, partagent leur vie quotidienne par Webcam interposée.

LE MONDE | 16.07.08 | 14h03 • Mis à jour le 16.07.08 | 20h31

Lire la suite : <http://mariagesmixtesfr.blogspot.com/>

Les Amoureux au ban public

En campagne pour le droit des couples mixtes à vivre en famille

La liberté d'aimer la personne de son choix est plus que jamais en péril.

Des milliers de couples franco-étrangers sont aujourd'hui privés du droit de mener une vie familiale normale en raison du durcissement constant des lois sur l'immigration et des pratiques administratives. Difficultés pour se marier, mariages célébrés à l'étranger non reconnus et refus de visas d'entrée en France provoquant des séparations forcées, multiplication des obstacles pour l'obtention d'un titre de séjour entraînant des situations de précarité et de clandestinité, familles déchirées par des mesures d'expulsion, intrusion dans l'intimité des couples par des enquêtes de police abusives sont quelques unes des injustices vécues.

Parce qu'ils refusent d'être systématiquement suspectés et contrôlés, parce qu'ils n'acceptent plus de vivre cachés ou séparés, plusieurs centaines de couples mixtes mobilisés au sein des « Amoureux au ban public » entrent en campagne pour faire entendre leur voix et exiger une amélioration de leur condition.

Pour que chacun puisse vivre librement et dignement sa relation amoureuse et sa vie familiale, mobilisons-nous avec les « Amoureux au ban public ».

>>> Pour signer l'appel <<<

Premières organisations signataires : La Cimade, Emmaus, FASTI, GISTI, Ligue des Droits de l'Homme, MRAP, SOS Racisme, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature...

Signer l'appel / Voir les signataires

Histoires et paroles de couples mixtes / L'état des lieux

Les dix revendications / Les étapes et/ les actions

Soutenir la campagne

Pour en savoir plus :

<http://amoureuxauban.net>

<http://www.gisti.org/spip.php?article1169>

Sarkozy met en garde contre le « choc des civilisations »

B.J.

17/07/2008 - Mise à jour : 08:14

Le chef de l'Etat a lancé mercredi, en compagnie du prince saoudien Alwaleed Bin Talal, le chantier de la construction des salles des arts de l'Islam au Louvre.



Nicolas Sarkozy soigne ses relations avec l'Arabie saoudite en particulier et avec "l'Orient" en général. Mercredi, il a même mis ses pas dans ceux de Jacques Chirac en s'opposant à un "affrontement entre l'Occident et l'Orient" qui serait, selon lui, une "catastrophe pour le monde".

[Top](#)

Agenda

Salon national des Marocains du monde "JALIA" prévu du 09 au 14 août 2008 à Nador



La première édition du salon national des Marocains du monde "JALIA", prévue du 09 au 14 août prochain à Nador, ambitionne de devenir un grand carrefour économique des MRE dans la région de l'Orient.

[Editorial](#) - [Maroc](#) - [Belgique](#) - [Europe](#) - [Divers](#)